



Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement

Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.

La récupération sordide et coupable de la droite et de l'extrême droite

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

Le gouvernement et la police ont manifestement mieux à faire

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de viols – a présenté ses excuses au nom du gouvernement pour les manquements qui ont mené à la mort de Lyhanna.

Les procureurs lui ont répondu en rappelant l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de traitement des plaintes, car leur ministre leur demande de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La police et la justice sont bien plus rapides quand il s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes de quartiers populaires pour des petits larcins... ou de convoquer des syndicalistes et des militants qui ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des affaires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que spectaculaires. Après le scandale des violences dans le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 animateurs et animatrices... dont 43 pour des

motifs qui n'ont pas de rapport. Elle ne répond pas aux problèmes réels : les sous-effectifs dans les écoles, où un adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les 15 000 animateurs de la ville) sans formation...

Une question d'ampleur et de fond

Les responsables politiques de gauche disent aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de moyens. Mais c'est d'abord la prévention qui est sous dotée : la répression, elle, n'empêche pas les violences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023 par la Commission indépendante sur les violences faites aux enfants (Ciivise) pour mieux détecter les cas et accompagner les victimes, ont été rangées dans un tiroir... Après des décennies de suppressions de postes et de baisse des moyens dans les services publics, les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'ensemble des violences faites aux enfants : en 2025, au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans, et au moins cinq adolescents en stage ou en apprentissage ont été tués dans des accidents du travail, puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

Appel à la mobilisation au dépôt ATM Croix-du-Sud ce vendredi 12 juin !

Trois syndicats du dépôt Croix-du-Sud, appellent à la grève vendredi ! Depuis la reprise par l'entreprise ATM, les conditions de travail continuent de se dégrader, la direction refuse les congés pour enfants malades et proches aidants.

Les collègues ont bien raison de ne pas se laisser faire et de réagir collectivement, nous en sommes solidaires car c'est partout le cas et que c'est ensemble que nous serons plus forts !

Haute tension

Des agents SNCF et RATP vont bientôt être équipés de tasers. Pour mettre des moyens dans la répression, les entreprises font des étincelles. Par contre, pour embaucher plus de personnel et rendre gratuits les transports - toutes choses qui pourraient diminuer les tensions - là, la boîte préfère la mettre en veilleuse...

Des clim' pas juste des serviettes mouillées !

C'est à nouveau par dizaines qu'on a pu compter les véhicules dont les climatisations étaient en panne lors des jours de canicule d'il y a 10 jours. On peut aussi ajouter les antiquités encore très présentes sur certains parcs, qui n'en sont même pas équipées...

Quand les patrons se mettront-ils en tête qu'on ne joue pas avec la santé des conducteurs ? Les réactions collectives devraient les aider à réfléchir.

Bordeaux : la goutte de trop

À Bordeaux, la direction du réseau de tram et de bus a découvert avec stupéfaction que les travailleurs ont besoin de repos. Les conducteurs n'en peuvent plus de se faire refuser des repos à cause du sous-effectif, en plus des bas salaires et des bus en mauvais état. Alors jeudi dernier ils se sont mis en grève, la meilleure méthode quand les patrons font semblant de ne pas comprendre.

Saint Lazare : en lutte contre la filiation

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence à la SNCF, c'est une de ses filiales qui reprendra l'exploitation de la ligne L à partir de décembre. Exactement le même processus que nous connaissons aujourd'hui dans les dépôts de bus de la RATP. Face aux « projets » de roulements annoncés par la nouvelle direction, les collègues se sont mis en grève le 12 mai. Forts de cette mobilisation, ils se joignent maintenant à l'appel à la grève nationale à la SNCF du 10 juin contre l'aggravation des conditions de travail et les réorganisations sous couvert d'ouverture à la concurrence. Cela sera notamment l'occasion pour les collègues de Saint Lazare de s'adresser à tous

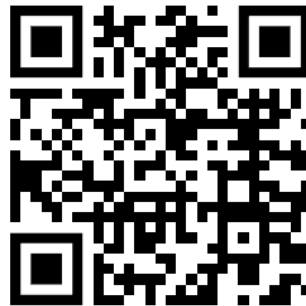
les autres cheminots pour populariser et élargir le combat actuel sur la ligne L. Une affaire qui ressemble drôlement aux nôtres !

Champions d'Europe des violences policières

Mépris social, racisme décomplexé et propagande sécuritaire : la droite et l'extrême-droite ont profité de la deuxième victoire européenne d'affilée du PSG pour déployer leur prévisible schéma tactique. Des « racailles décérébrées » pour Péresse qui fait du Sarkozy, des « scènes de chaos » pour Le Pen. « Ils casseront les portes des immeubles et rentreront dans vos appartements » ose Bardella en pleine parano.

On connaît les ficelles de ces marchands de peur. Les célébrations suite au triomphe du PSG n'ont pas été plus violentes que l'an dernier mais ce qui a changé c'est l'ampleur et la férocité du dispositif policier. Il y a eu moitié plus d'interpellations cette année que l'an dernier. Nuñez, ministre de l'Intérieur oublie de dire qu'il avait déployé moitié plus de flics dans les rues de Paris pour atteindre cet objectif. Et quels flics ! Les vidéos montrent comment les forces de l'ordre tendent l'atmosphère, entre vexations humiliantes, lacrymogènes à volonté et interventions brutales. Les auteurs de troubles ne sont pas ceux que l'on croit.

Flash le QR code pour comprendre les raisons de la grève du 10 juin à la SNCF.



Damien Scali, cheminot à Lille : « le 10 juin c'est l'occasion de monter sur le ring, la première marche nécessaire pour inverser le rapport de force et se faire entendre »

Manifestation contre toutes les répressions le 20 juin à Paris.

Des syndicalistes postiers et la Fédération SUD-PTT sont à l'initiative d'une manifestation commune de tous les militants ouvriers réprimés. A l'heure où Sophie Binet, secrétaire la CGT, est elle-même mise en examen pour diffamation parce qu'elle a critiqué le patron de Tefal, l'idée d'une manifestation commune est d'actualité.

Pour dénoncer la répression des militants du monde du travail comme de ceux qui dénoncent le génocide en Palestine : **soyons nombreux à Paris le 20 juin à 15 heures devant le siège de La Banque postale, 111 rue de Sèvres.**

Si ce bulletin t'a plu, fais-le tourner à tes collègues, oublie-le là où tu veux qu'il soit lu : cabine, salle de repos, établis et n'hésites pas à l'informer en nous contactant !



npa.revo



NPA Révolutionnaires - RATP



@npa_revo

mail : presse@npa-revolutionnaires.org - Ne pas jeter sur la voie publique